

La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Mensuel d'information - Décembre 2009 - n° 126



Débat du mois :

« Le Sénégal et le Congo : deux pôles littéraires en Afrique »



enda europe



Les choses bougent, en Afrique notamment, pour la fin de la première décennie du troisième millénaire, nous souhaitons donc à nos amis et lecteurs une très bonne année 2010, dynamique et féconde !

Éditorial

La CADE au plus près des choix africains

En cette fin d'année, alors que les débats sur la sortie de crise mettent à mal le modèle libéral sur lequel reposait l'économie du monde et que tout un chacun s'interroge sur les nécessaires adaptations liées à la lutte contre le réchauffement climatique, comment la CADE prend-elle en compte les interpellations qui nous viennent d'Afrique dans la conduite de son action ?

Ces interpellations sont de natures multiples, mais, pour une association comme la nôtre, qui s'est fait un devoir de regarder avec lucidité ce qui se passe en Afrique et de déceler dans l'actualité ce qui marque d'une empreinte nouvelle le sort du continent et de ceux qui, ici et là-bas, lui sont attachés, deux tendances majeures se dessinent et, à ce titre, doivent sous-tendre notre engagement : une volonté grandissante de prendre en main et de construire son avenir à partir de ses propres forces et un souci de prendre sa part dans le monde de demain et de s'y intégrer en se faisant entendre et respecter.

La volonté de maîtriser sa construction se traduit aussi bien par la contestation des liens de dépendance qui soumettent les pays africains à la domination occidentale – qu'on se rappelle à cet égard la critique de l'aide publique au développement et l'élargissement de l'éventail des partenaires commerciaux et financiers avec qui l'Afrique est en rapport et leur intervention à Copenhague récemment – que par les réformes et

changements de politique destinés à stimuler les échanges intra-africains.

Face à l'émergence de ces tendances lourdes, la CADE s'est posée la question du choix du thème de son cycle annuel de Rencontres-débats. Elle a été amenée à doubler ce choix et à le décliner sur 2 ans. Elle est convaincue, en effet, qu'à partir du choix fondateur de traiter ce qui contient en germe les orientations d'avenir des sociétés africaines, il convient d'explorer parallèlement les dimensions culturelles et économiques du développement africain. D'où la décision, largement inspirée des travaux du Comité d'Orientation Stratégique, d'évoquer en alternance ce que nous révèle la production littéraire africaine « Que peuvent les productions littéraires en Afrique ? » et la naissance d'une nouvelle catégorie d'entrepreneurs « La libération de la capacité d'entreprendre en Afrique ».

La recherche d'un nouveau type d'intégration dans un monde en pleine évolution est, à notre point de vue, une autre caractéristique majeure d'un continent qui, à cet égard, s'est donné les moyens, notamment avec l'Union Africaine, de concevoir et faire entendre ses spécificités au regard de cette intégration.

Ce défi de l'intégration se pose aussi dans une société française confrontée à l'insertion des migrants et de la diaspora africaine en son sein. Partant de l'idée que les

(Suite page 12)

Cycle I : « Que peuvent les productions littéraires africaines ? »

2. « Le Sénégal et le Congo : deux pôles littéraires en Afrique »

Après la première rencontre-débat de ce cycle qui portait sur « La presse comme support de création et de diffusion littéraire », on s'exerce ici à un exercice pratique sur les productions littéraires en considérant deux pôles, le Sénégal et les Congo, tous deux à l'origine, avant les indépendances, de courants littéraires qui rivalisent de dynamisme et d'inventivité. Les intervenants qui ont été sollicités pour les analyser tentent d'en expliciter les spécificités, voire les divergences, qui découlent de l'histoire de ces deux pôles. **Lylian Kesteloot**, professeur à l'université de Dakar, directeur de recherches à l'Institut fondamental d'Afrique Noire (IFAN) est l'auteur de nombreux ouvrages dont une histoire de la littérature négro-africaine et de transcriptions de littérature orale. **Daniel Delas** est professeur émérite



1 Mariama Bâ ; 2 Fatou Diome ; 3 Marie Ndiaye ;
4 Nafissatou Dia ; 5 Bill Kouélany ; 6 Mariama Ndoye ;
7 Khadi Fall ; 8 Ken Bugul ; 9 Aminata Sow Fall.

à l'université de Cergy-Pontoise et président de l'association « Pour l'Etude des Littératures Africaines » (A.P.E.L.A.). Il a consacré ses recherches aux écrivains de la Négritude. Son dernier ouvrage paru est « Aimé Césaire, Discours sur le colonialisme » (Editions Textuel/RFI, 2009). **Nicolas Martin-Granel** est agrégé de lettres classiques et diplômé de Sciences Politiques. Il a été enseignant-chercheur dans diverses universités africaines. Il a publié des ouvrages anthologiques (*Rires Noirs*, *Guide de littérature mauritanienne*) et nombre d'articles critiques sur la littérature africaine, notamment congolaise. Ses recherches actuelles portent sur l'œuvre et les manuscrits inédits de **Sony Labou Tansi** dont il est l'éditeur scientifique. **Tanella Boni**, écrivaine et universitaire, administratrice de la Cade, a bien voulu être l'animatrice de ce débat.

En introduction, Tanella Boni rappelle qu'avant de parler de pôles littéraires, le Sénégal et le Congo étaient avant les indépendances deux pôles politiques, culturels, économiques et qu'ils étaient d'importants lieux d'échanges. Elle cite le rôle de Brazzaville dans l'ancienne Afrique Equatoriale Française et celui de Dakar et de l'école Ponty qui a formé des hommes de lettre et des hommes politiques, pas seulement du Sénégal, mais aussi d'autres pays d'Afrique.

Lylian Kesteloot qui intervient en premier, regrette que l'analyse ne porte que sur ces deux pôles. Si la littérature y a connu de beaux jours, il ne faut pas oublier le Cameroun, la Côte d'Ivoire qui a eu une période très riche, à l'image du Sénégal avec en particulier un théâtre qui est en train de fleurir de façon significative ; et le Togo qui s'exprime à travers ses romanciers dont la plupart publient actuellement en France.

Le concept de la Négritude

Le Sénégal a une certaine avance du fait du rôle de Senghor, président de la République et initiateur, avec Césaire et Damas, du mouvement de la Négritude. Avant les années 60, les premiers auteurs ont pu être publiés chez « Présence Africaine », maison d'édition fondée en 1947 par Alioune Diop. Quand survient l'indépendance, Senghor établit une sorte de mécénat culturel qui va s'étendre non seulement au Sénégal mais aussi à toute l'Afrique. Il crée une Fondation qui porte son nom ainsi qu'un prix interafricain. En matière d'édition, les NEA (Nouvelles Editions Africaines) sont fondées à Dakar, leur rayonnement s'étend en Côte d'Ivoire et au Togo où sont installés des pôles d'édition portant le même nom. L'existence de cette maison d'édition interafricaine a été un stimulant pour la création littéraire. A partir des années 90, les NEA vont être dé-

mantelées. On parlera de NEAS pour le Sénégal et de NEI pour la Côte d'Ivoire. Sont publiés après l'indépendance les grands écrivains sénégalais que sont Cheikh Hamidou Kane, Birago Diop, Boubacar Boris Diop, Cheikh Aliou Ndao, Amadou Lamine Sall qui sont encore aujourd'hui les principaux auteurs sénégalais. Il y a là une période très ouverte et fertile où sont publiés, au Sénégal, des auteurs de toute l'Afrique qui seront accueillis ensuite chez des éditeurs français.

Une seconde période s'ouvre sous la présidence d'Abdou Diouf. La priorité accordée au domaine culturel par Senghor va céder la place à une priorité économique avec les mesures de réajustement préconisées par la Banque Mondiale qui imposent des restrictions. La création littéraire maintient sa vitesse de croisière et les auteurs, toujours les mêmes, continuent à publier. Mais on observe une certaine promotion des femmes romancières, dans les

années 80 à 2000, avec Aminata Sow Fall, Mariama Ndiaye, Nafissatou Dia, Khadi Fall.... Dans le même temps, on se préoccupe des langues nationales alors que jusqu'à présent on publiait exclusivement en fran-

çais. Apparaissent également de nouveaux écrivains locaux (Charles Camara, Mbaye Gana Kébé, Charles Carrère, Abdoulaye Elimane Kane...). Par ailleurs, des Haïtiens installés au Sénégal du temps de Senghor enrichissent la littérature sénégalaise avec des ouvrages sur le Sénégal.

L'élection à la présidence d'Abdoulaye Wade ouvre enfin une troisième période. La priorité est nettement donnée à la politique et la politique culturelle devient chaotique. Les prix disparaissent et les éditions NEAS sont endettées et rien n'est fait pour les renflouer. Parallèlement, le Sénégal multiplie colloques, séminaires qui ne laissent que peu de traces et ajoutent au chaos. Les productions littéraires se raréfient même si les auteurs déjà cités continuent à travailler. Quelques auteurs nouveaux émergent qui écrivent sur le thème des migrations comme Fatou Diome (*Le ventre de l'Atlantique*), Aminata Zaaria, Khadi Hane, Abasse Ndione, Aminata Sow Fall (*Retour au bercail*). On assiste actuellement à une sorte de reflux sur des problèmes liés à la vie locale. Citons les livres de Boubacar Boris Diop (*Doomi Golo*) écrit en wolof et qui a eu un énorme succès, Abdoulaye Elimane Kane, Ken Bugul et même de Cheikh Hamidou Kane qui, vingt ans après, écrit sur le Sénégal. Les ouvrages publiés par les éditions NEAS le sont sur recommandation présidentielle et encensent le régime. On observe par contre une multiplication des essais politiques (comme ceux de Souleymane Jules Diop vendu à 20.000 exemplaires au Sénégal et d'Abdou Latif Coulibaly) écrits par des journalistes ou des hommes politiques



Lylian Kesteloot © CADE

qui attaquent généralement le gouvernement ainsi que des essais sociologiques et philosophiques. La littérature sénégalaise est en crise et l'ouverture initiée par Senghor et perpétuée par Abdou Diouf se rétrécit. Il est néanmoins réconfortant de constater que des auteurs continuent à publier des ouvrages qui concernent l'Afrique comme Marie Ndiaye (prix Goncourt 2009) conclue Lylian Kesteloot.

Une « cartographie » des cultures francophones

Daniel Delas reprend à son compte les deux pôles culturels et littéraires que sont le Sénégal et le Congo en essayant de voir s'il peut être établi une sorte de « cartographie magnétique » de l'Afrique francophone dont ces pays constitueraient les deux extrémités. Il n'oublie pas pour autant les autres pays mais formule l'hypothèse que ces derniers relèvent des influences de l'un ou l'autre de ces pôles. Le fleuve qui sépare les Congo ne sépare pas les cultures et D. Delas fait référence au royaume Kongo qui avait une extension plus vaste. De même, on pourrait parler des Sénégal, car dans l'histoire, les imaginaires, les cultures, Sénégal et Mali peuvent être considérés comme appartenant à un ensemble culturel voisin.

Comment caractériser ces deux ensembles sur le plan littéraire ? On pourrait partir, en dehors de l'histoire des deux capitales « rivales » du temps de l'administration coloniale, de la Négritude. Celle-ci est née et s'est développée largement au Sénégal mais avec l'adhésion de beaucoup d'intellectuels de cette aire. Alors que, selon Jean-Baptiste Tati-Loutard, « Le Congo est resté en marge du mouvement de la Négritude, même au temps fort de ce mouvement, autrement dit pendant la période coloniale. La terre congolaise, poursuit-il, a toujours constitué une sorte d'obsession pour nos écrivains, au sens large du terme. Si

« Présence africaine » fondée en 47 peut être considérée comme nouvelle revue du monde noir, la création de « Liaisons » (Centre de rassemblement des écrivains et intellectuels congolais entre 1950 et 1960) à Brazzaville fut par contre une entreprise de réhabilitation des valeurs de civilisation spécifiquement congolaise et d'expression par le fait même d'un nationalisme discret dans cette dernière décennie du régime colonial. Pour eux, les valeurs nègres s'inscrivent dans un espace géographique précis. Nous pouvons considérer une telle attitude comme une critique implicite de la Négritude qui au contraire militait pour un panafricanisme et une personnalité nègre qui serait valable pour l'ensemble de l'Afrique... Les Congo sont des pays où on est devant un monde éparpillé. Il s'agit, selon Césaire, « d'une hétérogénéité qui doit être vécue intérieurement comme homogénéité. La tentative, donc, de retour

aux sources ancestrales ne pouvant être qu'un échec, (sous-entendu dans l'aire des Congo). Dans leur plongée au cœur de la race, les adeptes de la Négritude n'ont pas pu abandonner la livrée européenne dont ils étaient revêtus au départ ». La critique, en cette fin de citation, devient directe. Cet exemple renvoie à une période historique, celle de la Négritude, mais qui n'appartient pas seulement au passé.

D. Delas évoque ensuite deux cas concrets empruntés au domaine de la littérature populaire : le roman policier. Il y a depuis un certain temps une renaissance du policier africain publié dans « Série noire », « Fayard noir » ou « Serpent noir » et les éditeurs africains, comme « Les nouvelles éditions ivoiriennes », sont souvent « siphonnés » par des éditeurs parisiens lorsqu'ils repèrent un bon titre auquel ils peuvent offrir une diffusion plus grande. Il y a donc une sorte de renaissance. Il est intéressant de comparer les auteurs



Daniel Delas © CADE

des « polars » de l'aire sénégalomaliennne (Abasse Ndione et Moussa Konaté) pour les plus connus et les romanciers des Congo tels que Achille Ngoye et Bolya. Abasse Ndione est l'auteur de « Ramata » et de « L'honneur des Keita ». L'histoire se passe à la fois à Dakar et dans le pays des *Lebou*. Ces derniers qui vivaient heureux ont perdu leurs terres au profit du développement de Dakar, et sont en passe de perdre leur mode de vie et leur culture. Le roman est centré sur Dakar mais renvoie souvent au pays *Lebou* avec de longues pages à caractère ethnographique, sur les traditions, l'histoire de ces peuples installés en bordure de mer et souvent pêcheurs. Mais la pêche ne rapportant plus, ils se transforment souvent en passeurs.

Les romans de Moussa Konaté, Malien, se passent à Bamako, mais les enquêtes explorent souvent le pays profond. A chaque fois, c'est l'occasion de plonger dans cette Afrique que l'auteur présente comme « fondamentale », là où se trouve la véritable âme des Africains telle que se la représentent les Maliens.

Dans les romans congolais, Bolya choisit de faire se dérouler l'action de ses romans au sein de la diaspora congolaise de France, dans une sorte de Congo reconstitué comme à Château-Rouge. Ses romans sont marqués par la violence et les intrigues souvent centrées sur les trafics d'organes. Achille Ngoye a écrit trois romans dont deux se déroulent également dans les quartiers congolais de Paris. L'un d'eux s'intitule « Sorcellerie à bout portant » (Série noire) et se déroule à Kinshasa. Un Congolais de la diaspora est appelé au pays pour les obsèques de son frère, officier mort dans des conditions troubles. Ce roman plonge dans les réalités contemporaines de la RDC.

Alors que les livres sénégalomaliens sont imprégnés d'histoire, les policiers congolais sont davantage centrés sur l'éclatement, la dissémination. Mais il n'y a pas de « polars » que dans ces deux aires, mais ailleurs ils ne sont pas nombreux sauf en pays anglophones et en particulier en Afrique du Sud

dont les romans sont très lus, en traduction, en France. Ces romans expriment très bien les réalités de l'Afrique post-apartheid. En Afrique, ce mouvement de renaissance du « polar » est intéressant. Il permet de distinguer ces deux aires en opposition, en distance, en différence. C'est le signe d'une possibilité de mieux comprendre la personnalité spécifique de chacun, conclut Daniel Delas.

Violence et humanisme

Nicolas Martin-Granel pense qu'il faut revoir cette histoire post-coloniale qui agite la communauté des chercheurs et revenir un peu en arrière sur les différences entre ces deux littératures qui remontent loin. Ces pays ont été abordés à l'époque précoloniale et ils se sont inscrits peu à peu dans une sorte de compétition avec les pays du Nord. Au Congo, la revue « Liaisons » s'est largement diffusée. Elle a constitué un modèle très important d'où a dérivé un phénomène unique : la fratrie, inventée par Sylvain Bemba qui écrivait dans cette revue. La fratrie est une sorte de reconnaissance mutuelle, malgré les différences multiples dans l'histoire mouvementée du Congo. Les écrivains se sont soutenus tout en participant à des débats parfois violents. Cette grande connivence entre eux, qui ne se retrouve pas de l'autre côté du fleuve, est peut-être un des secrets de la vitalité de cette littérature.

Ce qui marque cette littérature, c'est qu'elle s'est élevée contre la Négritude, contre les « professeurs », anti-intellectuelle, en opposition avec Senghor. C'est ce que révèle Sony Labou Tansi qui dit, en substance : " Parmi les ustensiles de polémique qui sont les nôtres, il y a la question de l'appartenance à telle ou telle école. Pour l'Afrique, le point de mire restant l'infortuné M. Senghor avec sa cour et sa Négritude. Pour être franc à ce sujet, quand la Négritude passe dans la rue, j'observe une minute de silence et je me mets au garde à vous. Et quand les miliciens de la polémique me demandent ce que je pense de la Négritude, je réponds « On ne peut pas arrêter d'être Noir ». Et je voudrais

qu'en lisant n'importe quel de mes livres, Senghor s'écrie « Ainsi je m'étais trompé de Négritude »".

Ce malentendu entre Senghor et Sony Labou Tansi, aurait peut-être pu être levé s'il n'y avait eu ce rendez-vous manqué lors d'une visite officielle de Senghor à Brazzaville. Ce malentendu vient peut-être de ce « mauvais sang » dont se réclament Tchicaya, Sony Labou Tansi et bien d'autres par rapport à Rimbaud. Il est révélateur que la carte de visite



Nicolas Martin-Granel © CADE

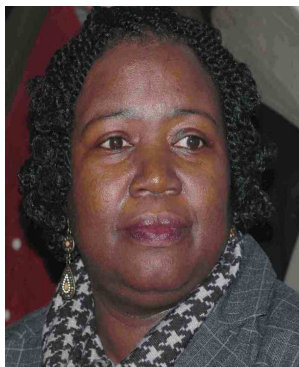
de ce dernier portait à la mention métier : homme, et à la mention fonction : révolté. Ce qui sépare, c'est la façon dont les

peuples se considèrent reconnus ou non comme hommes. Ce que reprocherait Sony Labou Tansi à Senghor, ce sont ses humanités. Il est lettré, de culture gréco-latine, qui pour lui s'incarne dans la violence du symbole. Ces symboles, ce sont par exemple cette tête de singe ou cette boîte remplie d'excréments qu'on attachait aux écoliers qui ne parlaient pas bien le français. C'est un souvenir très cuisant qui se retrouve chez un anthropologue, Joseph Tonda, qui raconte comment la violence des symboles a structuré l'inconscient et les réactions jusqu'à l'époque actuelle. Or ce qui est revendiqué, c'est l'humanité tout court, c'est d'être reconnu comme homme et non comme nègre.

N. Martin-Granel cite un petit opuscule qui lui a été remis par un écrivain congolais moins connu (Dominique Ngoïe-Ngalla). C'est un auteur très proche des humanités senghoriennes. Il est donc étonnant de trouver dans cet opuscule intitulé « Route de nuit », au milieu de mentions sur ce que l'auteur a connu pendant la guerre civile, une diatribe extrêmement dure contre la France. Ce qui revient, c'est le nègre : « La France des Droits de l'Homme qui

embarrassent tant les Français aujourd'hui, surtout lorsqu'il s'agit des nègres d'Afrique qu'ils n'ont jamais aimés que comme moyens de production.... Pauvres diables de nègres, vous n'êtes rien que ces stupides sourires des panneaux publicitaires.... Vous n'existez pas, or vous avez sauvé la France...et vive la francophonie, l'assommoir des nègres diplômés en demande de reconnaissance sociale ». Même chez des auteurs comme Dominique Ngoïe-Ngalla, si proche des Lumières, on trouve cette violence qu'on explique par l'histoire, pas seulement de la colonisation, mais par la façon dont on a considéré l'Afrique Centrale par opposition à l'Afrique de l'Ouest avec d'un côté, des sociétés segmentées donc au plus bas degré de l'évolution (syndrome qu'a bien décrit Conrad dans « Au cœur des ténèbres »), et d'un autre côté, des pays qui se sont développés.

Le différend va plus loin que cette appellation de nègre qui reste en travers de la gorge, et c'est bien une histoire d'esthétique, comme le révèle un brouillon de lettre adressé par Sony Labou Tansi à Sylvain Bemba : « C'est une honte pour nous, mon frère... mais je crois aussi que cette honte a bien le parfum d'un honneur... Enfin sache, mon frère, que le crime est consommé. Hier soir, j'ai assisté à une conversation qui j'en suis sûr, t'aurait mise hors de toi : un homme qui, à en croire ses diplômes, aurait le droit de s'asseoir sur la tête de nos pères, docteur en latin et grec, m'a donné l'impression d'être ce que j'appelle un intellectuel laissé par la France sur une intrigue brûlante... ». On voit ici le débat sous-jacent à ce clivage : cette honte dont un livre récent dit qu'elle est un sentiment foudroyant tellement plus fort que la tendresse. N. Martin-Granel pense que les auteurs congolais pourraient relever de ce que De-



Tanella Boni © CADE

leuze et Gattary appellent la « littérature mineure » à propos de Kafka. Cette proximité du corps et de l'animal nous éloigne de la philosophie senghorienne.

Actuellement, cette veine violente, dans la lignée de Rimbaud, mais aussi d'Arthaud, on la retrouve chez des écrivains qui sont peu publiés comme Dieudonné Niangouna, comédien et dramaturge et Bill Kouélany, connue comme artiste-peintre. De l'autre côté du fleuve, en RDC, citons un jeune poète, Fiston Nasser, actuellement en Allemagne mais qui est originaire de Lubumbashi. Quand on lit ces ouvrages, on y voit une littérature en ébullition qui est loin d'être éteinte, conclut Nicolas Martin-Granel.

Tanella Boni ajoute un commentaire à cette présentation. Comme philosophe, elle se pose la question « Sur quoi travaille-t-on ? ». Cette « cartographie » dont on vient de parler montre bien ce que peuvent nous apporter les productions littéraires en Afrique. Il y a tout dans cette littérature et en particulier l'idée d'une frontière qui n'est pas seulement politique séparant une Afrique de l'Ouest reliée plus directement à une francophonie venant de l'hexagone, et une autre Afrique beaucoup plus violente, plus libre dans ses propos, qui parle plus librement du corps. Personnellement, T. Boni reconnaît avoir été nourri des deux côtés de ces rives.

D é b a t

Quelqu'un fait remarquer l'absence de la parole des femmes dans les premières années de la production littéraire africaine. L. Kesteloot répond que les femmes ont pris effectivement 10 à 15 ans de retard mais que c'est un problème d'école. Le premier baccalauréat féminin date des années 50. A l'époque de l'indépendance, le plus haut diplôme féminin était institutrice.

Mariama Bâ a un rôle fondamental dans le monde de l'écrit sénégalais. Comment trouvez-vous sa position,

notamment par rapport aux débats féministes ? Son rôle est effectivement important ; elle aborde des problèmes politiques et sociaux et traite de la polygamie aussi bien en Afrique de l'Est qu'en Afrique de l'Ouest dans son ouvrage « Une si longue lettre ».

A l'Est, rien de nouveau ? La RDC sera bientôt le premier pays francophone. Il semble que la France a pris la mesure de l'avenir et qu'elle n'en est plus à favoriser « une certaine francophonie de l'Ouest ».

D. Delas reconnaît que la France a beaucoup favorisé la francophonie de l'Ouest. Mais cela appartient maintenant au passé. Il est évident que l'intérêt de la France pour les pays du Centre et de l'Est est lié à la richesse de leur sous-sol. Mais ce n'est pas la France qui va renverser ces pôles et remettre en question des ségrégations culturelles qui se sont faites à partir de données spécifiques. T. Boni parlait des théories post-coloniales. Une des grandes idées est qu'il faut favoriser ceux qui n'avaient pas la parole, les regards qui viennent d'en bas et remettre en question l'hégémonie des discours dominants. Un autre thème associé important est qu'il faut différencier et ne plus avoir un regard qui assimile tout. L'Afrique en général, ça n'existe pas pour D. Delas. L'époque est à la différence et ce n'est pas à la France de changer de politique mais aux gens des pays d'affirmer leur différence en prenant bien conscience qu'il n'y a plus d'autorité générale.

Tchicaya U Tam'si et Sony Labou Tansi avaient, parmi d'autres jeunes écrivains, cherché à marquer leur différence avec l'idéologie d'une Négritude qui comportait des nuances avec Senghor, Césaire, Damas. Y a-t-il une rupture entre ces deux écrivains qui revendiquaient leur Congolité vis-à-vis de Senghor, un humaniste contemporain qui a « patronné » la poésie de ses cadets ? L. Kesteloot indique que quand Tchicaya a écrit ses premiers textes, Senghor les a dédicacés, reconnaissant en lui un grand poète de la Négritude. En fait cette dédicace ne semble pas avoir plu à Tchicaya

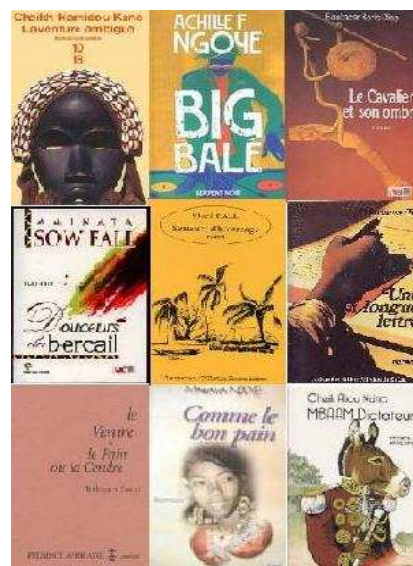


1 Abdoulaye Elimane Kane ; 2 Amadou Lamine Sall ; 3 Achille Ngoye ; 4 Boris Diop ; 5 C. Hamidou Kane ; 6 J.-B. Tati-Loutard ; 7 Sony Labou Tansi ; 8 Léopold Sédar Senghor ; 9 Dominique Ngoïe-Ngolla ; 10 Dieudonné Niangouna ; 11 Moussa Konaté ; 12 Tchicaya U. Tamsi ; 13 Mboye Gona Kébé ; 14 Charles Carrère.

L'Afrique en général n'existe pas. Les écrivains de la nouvelle génération qui écrivent dans la « Revue Noire » prennent position par rapport aux anciens en s'identifiant comme Africains et parlent du monde noir, de la diaspora, de l'Afrique.

D. Delas intervient à son tour en indiquant que la littérature coloniale a aussi inventé une Afrique avec tous les clichés de l'époque. Mais si on admet que la Négritude n'est pas une rupture totale et radicale, on peut aussi dire que la vision qu'elle donne d'une Afrique est liée à des options essentialistes. Quand on parle du Congo, on se trouve beaucoup plus devant une crédibilité qu'on pourrait accorder à cette généralisation qui se

cache sous l'emploi du mot « Afrique ». La pensée va dans le



sens de la revalorisation d'une Afrique qui serait largement liée à la connaissance des cultures et des civilisations traditionnelles. Chez les peuples de la forêt, les civilisations n'ont pas fonctionné de la même manière. Alors faut-il garder le terme ?

De nombreuses questions portent sur la place de la langue française et sur celle des langues locales.

Sony Labou Tansi a souvent écrit en langue locale mais L. Kesteloot n'a pas trouvé de manuscrits écrits en kikongo à part quelques poèmes.

Dans tous les pays, on a voulu alphabétiser en français. Les langues locales ont été écartées au prétexte qu'il y a trop de langues en Afrique et que cela aurait révélé les clivages ethniques. Aujourd'hui, c'est un handicap. L'Afrique anglophone a réussi à le faire et pourtant elle n'est pas plus « tribalisée » que l'Afrique francophone. Quand Boubacar Boris Diop écrit son livre « Doomi Golo » en wolof, il est lu. Concernant la littérature peule, elle a fait l'objet d'un numéro dans « Etudes littéraires africaines ». Il s'agit de traduire et faire connaître la littérature traditionnelle et ensuite de voir si les gens se mettent à écrire dans cette langue. T. Boni indique les traductions faites par les missionnaires, en particulier à Madagascar où ils ont publiés des petits manuels de proverbes malgaches, en les adaptant à la morale chrétienne.

L'alphabétisation est-elle la cause de la non écriture en langue du pays ? Les tentatives d'enseignement en langues vernaculaires, comme au Burkina-Faso, ont été des échecs. C'est un problème très complexe. Il faut qu'il y ait une littérature, et le poids de la francophonie est encore très fort. Se pose aussi la question du public, du marché. Il y a 30 ans, des injonctions très fortes venaient des universitaires visant à réhabiliter les langues locales, mais eux-mêmes écrivaient en français. Pour Sony Labou Tansi, le problème, c'est la littérature, ce n'est pas la langue. Toute la question est de savoir comment rester soi-même dans un univers mondialisé. Tout un travail est fait pour retranscrire l'oralité ; les contes, les chansons. T. Boni indique qu'un travail pertinent est fait sur les langues dans la chanson dont les traductions sont très difficiles pour qu'il n'y ait pas perte de sens. Mais celles-ci sont un instrument essentiel pour le dialogue des cultures. ■

Philippe Mathieu

Je remercie Tanella Boni d'avoir bien voulu porter un œil critique sur ce texte.
P. M.

Vous pouvez consulter sur Internet :
Librairie Soumbala : <http://soumbala.com/>
Femmes écrivains : <http://aflit.arts.uwa.edu.au/FEMEChome.html>

BIOTROPICAL, la belle aventure du BIO au Cameroun



Production de mangues bio © Biotropical

Jean-Pierre Imélé est d'origine camerounaise, il est un militant de longue date de l'agriculture biologique. Dès 1976, il s'installe en France et commercialise à partir de 1989 des fruits tropicaux biologiques, c'est un des tout premiers grossistes importateurs en France dans ce domaine. Il participe également aux travaux du groupe COLEACP qui soutient les filières horticoles dans les pays ACP.

Au début des années 2000, plusieurs grossistes se sont positionnés sur ce créneau qui se développe rapidement. L'enjeu est alors de développer la production de produits issus de l'agriculture biologique en Afrique pour servir une demande croissante.

Or, les compétences sont peu développées, la réglementation et les contrôles se renforcent. Dans ce contexte, Jean-Pierre Imélé décide de s'installer au Cameroun et crée Biotropical qui est l'une des toutes premières entreprises certifiées

Ecocert pour la production de fruits biologiques.



Planting ananas Biotropical Ndoko © Biotropical

Lors des premières années, Biotropical recrute et forme une équipe qui maîtrise la production et la traçabilité des produits biologiques et encadre un réseau de producteurs pour les amener jusqu'à la certification. Au total, ce sont près de

500 producteurs ou collecteurs qui collaborent avec Biotropical.

Sur le plan commercial, l'image de marque de la société se développe rapidement, les ananas, les mangues et les papayes de Biotropical sont distribués sur les principaux marchés « bio » de France. La société diversifie alors son offre en développant une gamme de produits séchés et de pulpes surgelées. La purée de mangue de Biotropical est sélectionnée par le groupe Fauchon pour sa gamme de jus de fruits frais.

Ce développement est réalisé sur fonds propres, sans jamais réussir à obtenir un concours bancaire. En 2007, le fonds d'investissement I&P entre au capital de Biotropical, conjointement avec la société FONT, producteur français de jus de fruits. L'apport financier et l'accompagnement de ces partenaires permettent à Biotropical de franchir une nouvelle étape en développant ses propres productions de mangue, sur 150 ha, et d'ananas.

Enfin, la boucle est bouclée, lorsqu'en 2009, Biotropical crée sa filiale de distribution en France

pour assurer la distribution de ses produits aux nombreux clients qui ont pris goût aux produits de la société, qu'ils ont souvent rencontrés au salon Marjolaine, le plus important salon Bio de France. Biotropical y est le seul exposant africain de produits frais.

Biotropical, c'est d'abord l'histoire d'un militant, qui aime la terre et la nature, qui développe une entreprise et fait bénéficier les paysans producteurs de son savoir-faire... Jean-Pierre Imélé fait, depuis longtemps, du développement durable. ■



Jean-Pierre Imélé © Biotropical

Pierre Carpentier

Courriel : biotropical@biotropical.com

Site Internet : <http://biotropical.ifrance.com/fr/contact.php>

Ce qu'ils ont dit !

du pouvoir exécutif. Pour déboucher sur des décisions gouvernementales, on peut débattre de la politique de l'immigration ou de l'intégration – ce serait plus franc – mais pas d'une définition de la France. ... Or ce qui nous fait tenir ensemble, ce sont des valeurs, héritées des Lumières qui permettent d'intégrer ceux qui viennent d'ailleurs, au lieu de les stigmatiser. Des valeurs qu'un chef de l'Etat pourrait mettre en pratique au lieu d'agiter le spectre d'une identité nationale en danger ».

Jacqueline Rémy, auteur de « Comment je suis devenu français » et de « L'éternité se suffit pas » (Seuil). Paroles de lecteurs, Nouvel Observateur n° 2353 du 10 au 16 décembre 2009.

Vers l'intégration régionale

L'intégration régionale est depuis longtemps considérée comme le cadre structurel indispensable à un véritable essor économique de l'Afrique subsaharienne, qui ne se limite pas au pétrole et aux minerais. La formule la plus ouverte à cette perspective aurait dû être les fameux APER (Accords de partenariat économique régionaux), qui devaient se conclure par régions et non par pays, comme c'est maintenant le cas pour certains Etats. Devant le tollé suscité par son projet d'APER, l'Union Européenne a préféré des réalisations géographiquement limitées à l'échec complet du processus, en pensant que ces « APE » localisés feront boule de neige et deviendront des « APER ». Les négociations butent actuellement sur la structure des tarifs douaniers et sur leur pourcentage de libéralisation.

Vers un marché commun à l'Est

En attendant, à l'Est comme à l'Ouest du continent, des prémices d'intégration apparaissent. Le 20 novembre 2009 les présidents des cinq pays de la Commission économique pour l'Afrique (CEA : Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie) ont signé un protocole d'accord pour un marché commun régional, qui entrerait en vigueur en juillet 2010. Au cours de cette année est justement prévu un sommet de la COMESA (Commun Market for Eastern and Southern Africa), qui regroupe les deux Communautés de l'Est (CEA) et du Sud (Southern Africa Development Community) en vue d'une intégration progressive des 26 pays membres dans tous les domaines économiques, environnementaux, sanitaires, énergétiques, avec l'objectif d'une monnaie unique. Dans cette perspective d'un marché commun des réalisations ont déjà eu lieu. Parmi elles, citons le financement par l'Italie de deux projets

d'une valeur totale de \$ 4,5 millions, pour renforcer la coopération en agriculture dans la région des Grands Lacs. En outre, d'après le secrétariat de la COMESA, les mesures d'union douanière, déjà en vigueur, ont fait bondir les échanges commerciaux entre ces pays de 49 %.

A l'Ouest des intégrations sectorielles

Sur la rive atlantique de l'Afrique, l'intégration globale est beaucoup moins avancée.

En Afrique de l'Ouest deux institutions regroupent les quinze Etats de la région. Sur le plan économique, la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo) a pour mission de « promouvoir l'intégration économique de la région ». L'autre, l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest africaine : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo) a été créée pour « aboutir à un marché commun ». Avec le temps, ces deux organismes sont parvenus à harmoniser leurs activités, malgré une composition dictée par la seule politique inter Etats locale. Elles prennent des décisions de principe et adoptent des directives opérationnelles, qui concernent de multiples secteurs. Ils finiront par couvrir tout le champ des activités économiques, sociales, culturelles et autres aboutissant ainsi à l'intégration.

A travers le Fonds de coopération de compensation et de développement, la CEDEAO est chargée de mettre en oeuvre des politiques et des programmes d'exploitation concernant la construction, l'entretien et l'harmonisation des 27 itinéraires

intracommunautaires (le réseau routier actuel est de 21.000 km), la sécurité routière des personnes, les télécommunications, le développement des ressources agricoles, énergétiques et hydrauliques. Un accord avec l'Union Européenne sur les services aériens préservera la continuité des liaisons avec l'Europe. Plus global, le Programme économique régional (PER) prend en compte les défis majeurs auxquels les populations de l'Union sont confrontées : accès à l'énergie, sécurité alimentaire, environnement, développement des infrastructures économiques. Il rencontre actuellement quelques difficultés financières en voie de solution et il sera suivi d'un nouveau PER pour 2011 / 2014. Afin d'assurer partout l'accès à une énergie à bas prix en 2030, l'Initiative régionale pour l'énergie durable (IRED) a été lancée ainsi qu'un Fonds de développement Energie pour son financement. Un tarif douanier communautaire est déjà en place, ne concernant pas tous les produits échangeables.

Certains pays, parfois tous, participent à de multiples regroupements d'intégration dans des domaines précis : la comptabilité, les marchés d'assurance, la prévoyance sociale, les banques, les bourses de valeurs. Une structure fondamentale, créée en 1993, l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires) regroupe seize pays (ceux de la zone Franc CFA plus les Comores et la Guinée Conakry) pour assurer, chez tous ses membres, la sécurité de cadres judiciaires coordonnés, garantie d'activités économiques sereines.

La pression de la mondialisation et celle de l'Union Européenne devraient accélérer ce rapprochement entre Etats très disparates. ■

Robert Ginésy

Un colloque d'ouverture : Africa in Ecclesia

Un peu plus d'un mois après le deuxième Synode pour l'Afrique, l'Institut de Science et de Théologie des Religions, en partenariat avec les Oeuvres Pontificales Missionnaires, a organisé les 3 et 4 décembre un colloque sur le thème « Africa in Ecclesia ». Dans l'esprit de ses organisateurs, il s'agissait de donner toute sa place à l'Afrique dans le concert des nations et au sein de l'Eglise.

Ce colloque dont l'intitulé du thème renverse les termes retenus pour qualifier le premier Synode africain de 1994, « Ecclesia in Africa », s'est déroulé en deux phases : le premier jour il a été question des enjeux socio-politiques en Afrique et des sociétés en mutation tandis que la seconde journée a été placée sous le signe des actions de l'Eglise en Afrique et de l'Afrique au coeur de l'Eglise.

Les responsables de ce colloque ont demandé à la CADE d'animer la première journée, ce qui fut fait sous le triple angle politique, sociétal et économique par des membres de la CADE et des personnalités à qui ils ont fait appel pour traiter de sujets auxquels ils attachent de l'importance.

Michel Levallois a centré son propos sur la maturité politique africaine, fruit d'une longue histoire marquée dans la dernière période par un lourd héritage colonial et la reconstruction du politique africain sous la double contrainte de l'émergence des forces vives de la société civile et des pressions extérieures. A la problématique de l'Etat-Nation s'ajoute celle de la décentralisation qu'a présentée Claude Baehrel à partir de son expérience du Partenariat pour le Développement Municipal. Ces deux présentations ont été complétées par un exposé d'un universitaire congolais, Mwayila Tshiyembé, sur les perspectives d'avenir des politiques africaines dont les véritables enjeux se mesurent en termes d'Etat de droit démocratique, de régulation de la conquête et de l'exercice du pouvoir et de développement.

Georges Courade a traité de la reconstruction des sociétés africaines en proie à de nombreux défis mais qui, tant au niveau des acteurs sociaux du changement que des modes d'organisation, font preuve d'une grande capacité d'adaptation et d'innovation. Patrice Yengo a ajouté une touche anthropologique en évoquant la recherche de modèles chez une jeunesse en quête de repères dans des sociétés en mouvement.

Jean-Loïc Baudet a montré combien la double dépendance extérieure, commerciale et financière, fragilisait les économies africaines et fait état des opportunités de

développement pour relever les défis de sociétés soumises à de fortes tensions. Sous l'angle de l'entrepreneuriat féminin, Suzanne Bellnoun a souligné la place des femmes dans l'économie informelle et, compte tenu de leur rôle dans la société, de leur capacité à s'investir dans de nouvelles formes d'activité.



Au cours de la seconde journée, des interventions très stimulantes ont porté sur l'historique des positionnements de l'Eglise en Afrique, sur la nouveauté du dialogue inter-religieux entre Islam et christianisme vécu à la fois comme chemin de paix et comme source d'approfondissement, sur la portée du dernier Synode où les interpellations à tous les acteurs des sociétés africaines et aux agents extérieurs traduisent la détermination des évêques africains de s'impliquer dans

la vie politique et sociale....

Intervenant en dernier lieu, après que Pierre Diarra ait montré la pertinence de la réponse du Synode à son thème « Réconciliation, justice et paix », Mgr Joseph Yapo Aké, archevêque de Gagnoa, Président de la Conférence épiscopale de Côte d'Ivoire, a dégagé des lignes d'action pour les Chrétiens d'Afrique : se mobiliser « sans verbiage creux et sans activisme aveugle » au service de la paix et des plus pauvres et ceci, au niveau du plaidoyer mais aussi et surtout là où se prennent les décisions politiques et économiques qui déterminent les caractères d'une nouvelle société africaine.

Le colloque a été intéressant à plus d'un titre. Il témoigne tout d'abord de la volonté de l'Eglise africaine d'approfondir sa réflexion sur les changements qui affectent les sphères politique, économique et sociétale, et donc de sortir d'une vision étriquée de son rôle. Elle se vit aussi comme un acteur de la société civile qui entend participer à la construction de sociétés africaines en pleine mutation. Dans cette nouvelle orientation, elle est guidée par un souci de porter un regard chrétien mais également africain sur les choix de société en cours. Cela implique de sa part un gros effort de formation et d'engagement qui constitue, sans aucun doute, le principal défi qu'elle doive relever dans l'immédiat. ■

Jean-Loïc Baudet

L'ISTR se propose de publier les actes du colloque dans l'année qui vient ; pour plus d'information consulter le site de l'Institut catholique de Paris : www.icp.fr et taper « compte-rendu africa in ecclesia » dans « votre recherche »



Séance de travail dans un village non loin de la réserve du Dja (Est Cameroun).
© E. Betsem

Le parcours du combattant d'un médecin chercheur

Entre l'Afrique et l'Institut Pasteur, c'est une très longue histoire. Ainsi plusieurs pays de ce continent, parmi lesquels le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, abritent un Institut Pasteur. Quelques étudiants, médecins et chercheurs africains arrivent également à venir faire une thèse ou un post-doc dans les laboratoires de l'Institut Pasteur à Paris, voire suivre une des multiples formations que cet établissement dispense chaque année. **Edouard Betsem** est l'un d'entre eux. Médecin camerounais, il entame aujourd'hui la dernière année d'une thèse en virologie qu'il mène au sein de l'Unité d'Epidémiologie et Physiopathologie des

Virus Oncogènes que dirige Antoine Gessain. Un véritable parcours du combattant pour ce trentenaire qui souhaite ensuite retourner dans son pays, en milieu hospitalier, afin d'y faire de la recherche translationnelle¹.

Quoi que puissent en penser certains responsables politiques qui n'ont de la recherche scientifique qu'une image fort éloignée de la réalité, faute de s'y intéresser, le métier de chercheur n'est pas de tout repos. Ainsi vouloir l'exercer nécessite parfois d'effectuer un véritable parcours du combattant où les obstacles ne manquent pas. Edouard Betsem en sait quelque chose. Après avoir fait sa médecine au Cameroun, à Yaoundé, il s'est installé dans le Sud de son pays où il a exercé son métier de médecin généraliste, durant deux ans, au sein d'une région où vit une population rurale d'environ 6.000 personnes constituée essentiellement de Bantous d'ethnies Fang et Bulu mais aussi de Pygmées de l'ethnie Baka. « Devant assumer des responsabilités cliniques et hospitalières, il fallait également que je coordonne des activités de santé publique, avec en particulier les activités élargies de vaccination dans les communautés villageoises, la coordination des activités préventives de la lutte contre le VIH et la surveillance des maladies à potentiel épidémique », résume-t-il.

Les virus *foamy*, des rétrovirus particuliers

Isolés pour la première fois en 1954, les virus *foamy*, également appelés spumavirus, sont des rétrovirus animaux complexes considérés comme non pathogènes. Largement répandus notamment chez les félins, les bovins, les équins et les primates non humains, ces virus ne sont pas naturellement présents chez l'homme. Pour autant, des cas de transmission accidentelle du singe à l'homme ont été décrits, principalement chez les techniciens de laboratoire mais aussi au sein de populations en contact avec des primates non humains. Si les virus *foamy* persistent tout au long de la vie de l'animal, ils n'induisent aucune lésion apparente ni pathologie. L'absence de maladie associée en fait évidemment des outils prometteurs pour la thérapie génique. Les virus *foamy* pourraient en effet servir de vecteur de gène.

Son travail l'amène alors à faire la connaissance de chercheurs français, les uns de l'Institut Pasteur, les autres de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). Ceux-ci souhaitent développer leur travail de veille microbiologique dans la zone que couvre le médecin camerounais. « C'est ainsi que j'ai commencé de manière progressive à participer à un programme de génétique des populations dans lequel mon rôle sur le terrain consistait à faire du recensement des populations, essentiellement des Pygmées », se rappelle-t-il. Par la suite, dans le cadre d'un programme axé sur les transmissions inter-espèces des virus *foamy* des singes aux hommes, et sur l'épidémiologie des virus oncogènes, son rôle sur le terrain a consisté à participer à l'identification de groupes à risque pour les transmissions inter-espèces et à la collecte et préparation d'échantillons biologiques chez ces personnes ciblées ainsi que d'autres personnes volontaires dans la population générale.

Virus *foamy*, Sarcome de Kaposi et herpesvirus humain 8

Cette première expérience avec le monde de la recherche conduit ce médecin à s'inscrire à l'une des 28 formations que l'Institut Pasteur dispense chaque année. « Ce type de formation en virologie n'existe pas au Cameroun, du moins à ce niveau. Partir à l'étranger est donc une nécessité », constate-t-il. Ainsi à Paris, durant trois mois, il suit une formation spécifique qui lui permet de découvrir l'ensemble des virus impliqués dans la pathologie humaine et vétérinaire. Après cette formation, il effectue un stage, d'une durée identique, dans l'Unité d'Epidémiologie et Physiopathologie des Virus Oncogènes que dirige Antoine Gessain au sein de l'Institut Pasteur. « Jusqu'ici, j'étais un enquêteur qui collectait des échantillons sur le terrain. Or avec ce stage, j'ai

pu réaliser un travail technique dans un laboratoire de haut niveau sur une partie de ces échantillons », souligne-t-il. Un travail aboutissant à la soutenance d'un mémoire à la Faculté de Médecine et des Sciences Biomédicales de Yaoundé qui finalise ses études d'internat en Biologie Clinique.

L'objectif de Edouard Betsem est alors de poursuivre par une thèse de science en virologie. Une nouvelle aventure, le mot n'est pas trop fort, qui nécessite de s'y plonger pleinement, avec des journées quelques fois interminables, et cela pendant trois ans. Pour y parvenir, il faut donc commencer par trouver les ressources financières nécessaires. Le temps presse et les lourdeurs administratives du Cameroun poussent ce médecin à s'adresser au Service de la Coopération au Consulat de France de Yaoundé. Le Ministère des Affaires Etrangères français lui accorde un financement de la moitié des 36 mois que doit durer son travail de thèse, ce qui est exceptionnel puisque habituellement, seuls 12 mois sont financés dans le cadre de ce type d'échanges. Parallèlement, l'unité de recherche au sein de laquelle Edouard Betsem réalise sa thèse parvient à trouver une solution complémentaire qui lui permet de percevoir une sorte de gratification versée par l'Institut Pasteur. Résultat : le médecin camerounais bénéficie au total d'un financement identique à celui que toucherait un étudiant français.

La thèse dans laquelle il s'est lancé porte sur le Sarcome de Kaposi et le virus herpès humain 8 (HHV-8) qui est l'agent étiologique de cette tumeur cutanée, endémique au Cameroun et principal cancer chez les sujets porteurs du VIH et qui développent le SIDA. « Il s'agit de décrire l'épidémiologie du sarcome de Kaposi et du HHV-8 dans des populations Bantous et Pygmées du Cameroun et la variabilité génétique du HHV-8 sur lesquelles il n'existe que peu d'informations », indique-t-il. Parallèlement, Edouard Betsem travaille sur les mécanismes de transmission inter-espèces des virus « foamy » ou « spumavirus » des singes aux hommes, dans les mêmes régions du Sud et de l'Est du Cameroun. C'est un rétrovirus assez particulier qui, jusqu'à présent, s'est avéré non pathogène. « Je travaille sur la description dans un environnement naturel des mécanismes primaires à l'origine de l'émergence de ce virus dans la population humaine et d'une possible transmission inter-humaine. Il s'agit aussi de découvrir s'il existe une pathologie sous-jacente ou même des anomalies biologiques, y compris minimes », résume-t-il. Ces travaux sont d'autant plus importants que ce rétrovirus représente un enjeu scientifique et médical important notamment en tant que vecteur dans le cadre des thérapies géniques.

Retour au pays pour contribuer à son développement

C'est un travail important que réalise actuellement Edouard Betsem, un travail qui a nécessité notamment de se rendre plusieurs fois sur le terrain, au Cameroun afin de collecter des échantillons supplémentaires. Aussi sa thèse pourrait-elle bénéficier d'une prolongation de 12 mois. Mais rien n'est encore fait et pour l'heure, il devra

L'enseignement, une des missions de l'Institut Pasteur

Depuis sa création en 1888, l'Institut Pasteur remplit une mission de formation et de partage des connaissances liés aux enjeux de santé publique et de recherche. De niveau de la 2^{ème} année de Master ou plus, les cours théoriques et pratiques dispensés dans le cadre de formations initiales et continues, au nombre de 28, sont organisés autour de trois pôles thématiques : le pôle « Mécanismes du Vivant » (MV), le pôle « Biologie des Microorganismes » (BM) et le pôle « Epidémiologie et Santé publique » (EPI). Chaque année, plus de 4.300 heures de cours sont ainsi dispensées par une centaine de conférenciers à plus de 450 élèves de près d'une soixantaine de nationalités.

impérativement soutenir son travail à l'automne 2010. Une chose est certaine, une fois sa thèse en virologie achevée et soutenue, il retournera au Cameroun, « où il y a beaucoup à faire, à écrire, dans le cadre de l'épidémiologie des virus associés ou non à une pathologie chez l'homme, à la fois au sein des populations et en milieu hospitalier ». Aux dires de ce médecin, il s'agit quasiment d'un terrain à bâtir. D'où la nécessité pour le Cameroun de disposer de professionnels comme lui. « Il est donc très important pour moi de retourner dans mon pays afin de contribuer à son développement, notamment par des travaux scientifiques de qualité et par la formation des générations qui viennent après moi », affirme-t-il.

Sans doute postulera-t-il pour entrer dans le milieu hospitalier, afin d'y poursuivre de la recherche translationnelle ou d'y mener des essais cliniques. Mais pas question de faire de la recherche fondamentale. Edouard Betsem souhaite en effet participer activement au développement de solutions thérapeutiques afin de lutter contre certaines pathologies humaines. Il voudrait également enseigner, l'enseignement étant chez lui une véritable vocation. « Chaque citoyen devrait mettre à disposition les connaissances dont il est dépositaire ». Cela dit, il sait que la route est encore longue et parfois semée d'embûches. « Il arrive parfois que certains soient tentés d'aller travailler ailleurs, à l'étranger par exemple, dans des établissements où les conditions de travail, matérielles et financières, sont très supérieures à celles qu'offre le Cameroun. Il est alors certain que la tentation de partir est grande », reconnaît-il.■

Jean-François Desessard,
Journaliste scientifique

¹ Recherche translationnelle : située entre la recherche fondamentale et la recherche clinique, elle permet d'accélérer l'application des recherches les plus récentes au bénéfice du patient.

Contact : Edouard Betsem
Courriel : edouard.betsem@pasteur.fr ou
edouardbetsem@gmail.com

(Suite de la page 1)

discriminations dont sont victimes les originaires d'Afrique proviennent fondamentalement de l'image dégradée de l'Afrique et des Africains qui gangrène leur représentation chez nos concitoyens, la CADE cherche à accroître la visibilité de son message dans la sphère publique et à mettre son capital de connaissances et de relations au service d'une reconnaissance de nos proches issus de la diversité et dont l'intégration suppose que leur double appartenance trouve à s'exprimer.

Cette démarche, la CADE l'a conçue et va la mettre en pratique de deux manières : en se déplaçant dans des lycées professionnels et techniques de Paris pour susciter un débat de découverte réciproque des élèves autour de l'exposition « Quand l'Afrique s'éveillera... » et en mettant sur pied, dans la perspective du 15ème anniversaire de notre association en 2011, une exposition sur « Les Afriques qui se font » qui exprimera la vision de la CADE à cet égard. Plus près de nous, en cette année 2010 où les cinquante ans d'indépendance africaine donneront lieu à diverses manifestations, la CADE portera témoignage, par des regards croisés, sur cette histoire partagée entre l'Afrique et la France.

Nos ambitions sont grandes : en vous exprimant tous nos vœux de bonne, heureuse et féconde nouvelle année, nous vous invitons à nous rejoindre pour relever ces défis et concourir à cette oeuvre commune. ■

La Cade

Coordination pour l'Afrique de Demain (CADE)

Association Loi 1901

Président : Jean-Loïc Baudet

Président d'honneur : Michel Levallois

Vice-présidents : Raymond Césaire, Georges Courade,
Xavier de Franssu, Secrétaire générale : Claudie Lasserre,
Trésorier : Philippe Mathieu

La Lettre de la CADE

Directeur de publication : Jean-Loïc Baudet

Comité de rédaction : Raymond Césaire, Robert Ginésy,
Michel Levallois, Philippe Mathieu,

Denyse de Saivre, Henri Senghor, Jean Brice Simonin.

Mise en page et maquette : Sara Valdés Desessard

Crédits photos RD : J. B. Simonin

La CADE : 5 rue des Immeubles Industriels 75011 Paris, FR.

Tél. : 01 43 48 14 67 / Fax : 01 44 93 87 50

Courriel : cade@afrique-demain.org

Site : www.afrique-demain.org

Dépôt légal à parution. Numéro ISSN : 1290-581X

Copyright :

Le contenu de *La Lettre* est libre de droits pour des usages non commerciaux, à la condition de citer la source (CADE) et de ne pas modifier le texte.



Agenda de la Cade



Rencontres-débats à l'ENA

de 17 h 45 à 19 h 45

Conférence annuelle

- 13 janvier 2010 : Conférence exceptionnelle avec Monsieur Doudou DIENE, Ancien Directeur de la division du dialogue interculturel et interreligieux de l'UNESCO.

Prochaines rencontres :

- 16 février 2010 : « Le chef d'entreprise dans la société africaine » - (cycle II)
- 17 mars 2010 : « Vers l'autonomisation d'un marché littéraire : Le Nigeria et la RDC » - (cycle I)



Annonces

Conférences :

M. Souleymane Bachir Diagne, Professeur à l'université de Columbia, USA., invité par l'Assemblée des Professeurs, sur la proposition du professeur Henry LAURENS, donnera une série de leçons sur les sujets suivants :

- Bergson et la pensée de L.S. Senghor
- L.S. Senghor et la Philosophie du Socialisme africain
- Bergson et la philosophie Iqbaliennne de l'Ijtihad
- Leibniz, Bergson, Iqbal et Le : « Fatum Mahometanium ».

Ces leçons auront lieu au Collège de France (11, place Marcelin Berthelot, Paris 5^{ème} les lundis 4, 11 et 18 Janvier 2010, à 11 heures, dans l'amphithéâtre Maurice Halbwachs).

Expositions :

- *L'Art d'être un homme*
Afrique, Océanie

15 octobre 2009 – 11 juillet 2010

Musée Dapper :

35 bis, rue Paul Valéry – 75116 Paris

Tél. : 01 45 00 91 75

Courriel : apper@dapper.com.fr



- *Présence africaine*

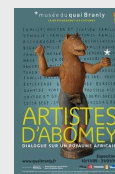
- *Artistes d'Abomey*

10 octobre au 31 janvier 2010

Musée du quai Branly

37, quai Branly 75007 – Paris

Tél : 01 56 61 70 00



Abonnement à La Lettre de la CADE :

NomPrénom.....

Adresse

Code postalVille

Courriel

Abonnement seul : 40 €, - étudiants : 8 €, - entreprises, collectivités locales : 200 €. Adhésion individuelle à l'Association, comprenant l'abonnement : 55 € Paiement par chèque à l'ordre de la CADE.